



TRANSPARENCY
INTERNATIONAL

SCHWEIZ SUISSE SVIZZERA SWITZERLAND

Exemples d'affaires de blanchiment d'argent présumées dans le secteur immobilier suisse

Ce document présente quatre cas dans lesquels des personnes sont soupçonnées d'avoir acquis des biens immobiliers suisses au moyen de fonds d'origine illégale. Le public a eu vent de ces cas, qui pourraient constituer des affaires de blanchiment d'argent, grâce à des articles de presse et grâce à des rapports d'organisations non gouvernementales. Les résumés qui suivent se fondent exclusivement sur des articles de presse et sur des rapports d'organisations non gouvernementales.

La villa d'Artem Tchaïka sur les rives du Léman¹

Artem Tchaïka est le fils aîné de Youri Tchaïka, procureur général de la Russie. Les recherches menées par la Fondation anti-corruption, une organisation russe fondée par Alexeï Navalny, opposant à Vladimir Poutine, ont révélé que Tchaïka serait le propriétaire d'une villa dans un quartier huppé de Coppet, village vaudois situé sur les rives du Léman : il aurait acquis en septembre 2014 cet immeuble dont la valeur serait estimée à 2,8 millions de francs. Toujours selon ces recherches, Artem Tchaïka et sa femme seraient domiciliés dans la localité voisine de Founex, où ils occuperaient une modeste maison jumelée. Cet immeuble appartiendrait à Bodgan Lisurenko, ressortissant suisse et ukrainien, dont la mère aurait des relations d'amitié avec des membres de la parenté de Gennady Lopatin, substitut du procureur général. Les sources ajoutent qu'il s'agirait là manifestement d'une adresse fictive, que Tchaïka utiliserait pour ses affaires.

La Fondation anti-corruption suppose que les valeurs patrimoniales placées dans l'immobilier suisse seraient d'origine illicite. Grâce à l'influence et à la protection de son père, Tchaïka aurait fait main-basse, en concluant des affaires douteuses, sur plusieurs entreprises publiques, puis aurait transféré à l'étranger – et notamment en Suisse – une fortune de plusieurs millions. Il existerait en outre des indices de liens avec la criminalité organisée.

Les recherches ont révélé que les liens d'Artem Tchaïka avec la Suisse remonteraient aux années 2003 et 2004, avec l'ouverture de comptes en banque en son nom propre et au nom de sa femme. Des millions, provenant en partie d'activités criminelles réalisées en Russie, auraient ensuite alimenté ces comptes. En mars 2015, Artem Tchaïka aurait acquis environ 40 pour cent des actions de la société lausannoise FT Conseils à son frère cadet Igor, qui en aurait été le propriétaire depuis 2013. Cette société proposerait notamment des services aux étrangers désireux d'obtenir des autorisations de séjour et d'établissement et aux personnes souhaitant créer des entreprises et vendre ou acheter des biens immobiliers. Le directeur en serait François Tharin, ancien chef de l'Office cantonal des étrangers du canton de Vaud. Tharin aurait été impliqué dans les années 1990 déjà dans un procès contre le ressortissant russe Sergei Michailov, soupçonné d'activités mafieuses. La Fondation anti-corruption le soupçonne d'avoir aussi aidé Artem Tchaïka à obtenir une autorisation de séjour et à acquérir la villa.

Selon les recherches, la société genevoise Juridical House SA aurait aussi joué un rôle ; spécialisée dans les services juridiques, elle aurait fourni à Tchaïka des prestations de gestion de fortune. L'ancien directeur de cette société serait un ressortissant russe, dont le père serait un haut fonctionnaire du Ministère public russe. Toujours selon les recherches, cette étude d'avocats aurait établi des faux pour des transactions financières et aidé à contourner les obligations de diligence des intermédiaires financiers.

En décembre 2015, la Fondation anti-corruption a demandé au Ministère public de la Confédération d'ouvrir une enquête pour blanchiment d'argent contre Artem Tchaïka. Sur cette base, le Ministère

¹ Sources : <https://chaika.navalny.com/swiss/>, <https://www.nzz.ch/international/europa/schmutzige-geschaefte-fuehren-in-die-schweiz-1.18656592>, <https://www.nzz.ch/schweiz/schweizer-spuren-werden-geprueft-1.18660196>, <https://www.nzz.ch/meinung/korruption-in-russland-im-minerfeld-der-rechtshilfe-ld.11138>, <https://www.letemps.ch/suisse/2015/12/15/corruption-fils-procureur-general-russe-traque-refuge-vaudois>, <https://simongerberblog.files.wordpress.com/2015/12/qolos-ein-russischer-justiz-skandal-22made-in-switzerland22.pdf>, <https://www.woz.ch/-665e> (consulté le 12.10.2017).

public tessinois aurait réalisé une enquête préliminaire pour le compte du Ministère public de la Confédération et l'aurait lavé du soupçon de blanchiment d'argent.

L'appartement de Balazs Kertesz à Zoug²

Fin 2016, le TagesAnzeiger révélait que l'avocat hongrois Balazs Kertesz avait acquis à Zoug un appartement de luxe avec vue sur le lac, pour lequel il aurait déboursé au moins deux millions de francs. Selon des recherches de la presse hongroise, cet argent proviendrait des affaires troubles du parti au pouvoir en Hongrie. Kertesz serait ainsi au cœur des accusations de corruption lancées contre le gouvernement de Budapest. Il aurait géré les affaires financières du ministre Antal Rogan, chef de cabinet et responsable de la communication et de la coordination politique au sein du gouvernement Orban. Rogan, considéré comme l'une des figures les plus controversées du gouvernement hongrois, serait régulièrement accusé de corruption.

Selon les recherches des plateformes d'enquête hongroises Atlatzo.hu et Index.hu, Kertesz et Rogan auraient amassé ces dernières années des milliards de forints grâce à la corruption et à des transactions immobilières frauduleuses : ils auraient vendu des immeubles locatifs communaux à des entrepreneurs amis pour un prix bien inférieur à leur valeur réelle et encaissé des pots-de-vin élevés grâce à des prête-noms et à un montage de sociétés. Ils auraient également perçu des pots-de-vin considérables contre l'octroi d'autorisations de séjour à des étrangers fortunés, en tirant ici aussi parti d'un montage de sociétés. Cet argent d'origine illicite aurait notamment été placé dans l'immeuble zougais.

Balazs Kertesz a publié une réponse dans le TagesAnzeiger, dans laquelle il rejette les accusations.

La villa de Kola Aluko au Tessin³

Selon des articles et des rapports d'enquête, l'homme d'affaires nigérian Kola Aluko, qui posséderait plusieurs entreprises des secteurs gazier et pétrolier, se serait établi au Tessin en 2012. Il aurait fait l'acquisition, en avril 2014, de trois terrains d'une superficie totale de 13 000 mètres carrés, comprenant une villa discrète, dans la commune tessinoise de Montagnola, pour un prix dépassant les 20 millions de francs, sans toutefois y déposer ses papiers. Le propriétaire des terrains serait la société zougaise Monta Real Estate SA, constituée à Zoug peu avant l'achat, qui appartient à Kola Aluko et à sa femme. Cette société aurait payé quatre fois le prix de marché estimé de la villa.

Aluko est soupçonné d'avoir fait fortune dans des circonstances troubles. Selon un article paru en septembre 2015, il tremperait dans une affaire de corruption internationale concernant l'entourage de l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan. Prétendument proche de l'ancienne ministre du pétrole Diezani Alison-Madueke, membre du cabinet Jonathan de 2010 à 2015, il aurait amassé plusieurs millions de dollars durant cette période. Il est soupçonné d'avoir organisé le blanchiment

² Sources : <http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/standard/Zuger-Apartment-beschaefigt-Ungarn/story/23261155>, <https://blog.atlatzo.hu/2016/11/ime-rogan-antal-propagandaminiszer-kavepartnerenek-svajci-villaja/>, http://index.hu/belfold/2016/11/11/rogan_antal_titkos_talalkozoi_videon_kertesz_balazs_rogan-halozat/, <http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/standardgegendarstellung/story/14889216> (consulté le 12.10.2017).

³ Sources : Sonntagszeitung vom 11.10.2015, Der Tycoon, sein Schloss und das Model, https://issuu.com/erklarungvbern/docs/5957-2_evb_erklaerung_10_15_15-11-2, <https://www.lacite.info/economietxt/refuge-dore-homme-affaires-nigerian-en-suisse>, <https://www.letemps.ch/suisse/2016/01/15/recherche-angleterre-un-play-boy-petrolier-nigerian-se-terre-suisse>, <http://saharareporters.com/2015/10/07/kola-aluko-money-lauderer-alison-madueke-jonathan-holed-swiss-estate>, <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/05/12/inside-the-global-hunt-for-nigerias-missing-oil-billions/>, <http://www.ticinonews.ch/ticino/367675/dov-e-finito-kola-aluko>, <http://www.ticinonews.ch/ticino/369245/dov-e-finito-kola-aluko-sul-suo-yacht>, <http://www.ticinonews.ch/ticino/366287/vendesi-casa-a-porza-per-28-milioni>, http://www.caffe.ch/stories/cronaca/57393_quel_re_del_petrolio_in_fuga_da_montagnola/ (consulté le 12.10.2017).

des milliards de fonds publics que Alison-Madueke aurait détournés. En 2011, deux sociétés d'Aluko auraient reçu des concessions à des conditions très favorables de la société publique du pétrole, dans le but de détourner des sommes appartenant à l'État. Aluko aurait immédiatement placé à l'étranger, et notamment sur le marché immobilier suisse, la fortune qu'il a rapidement accumulée grâce à ce genre d'affaires.

En octobre 2015, Alison-Madueke aurait été brièvement arrêtée à Londres par les autorités britanniques, en même temps que d'autres suspects, en raison d'un soupçon de corruption et de blanchiment d'argent. Kola Aluko aurait aussi fait l'objet d'une enquête dans le cadre de cette procédure. Selon des articles de presse, les enquêteurs britanniques auraient adressé une demande d'entraide judiciaire au Ministère public de la Confédération, qui ne serait cependant pas entré en matière, car Londres ne lui aurait pas fourni le complément d'information demandé. En octobre 2016, c'est au parquet genevois que les enquêteurs anglais auraient adressé une demande d'entraide judiciaire. Ce dernier aurait alors ouvert une procédure pénale et bloqué les comptes en Suisse des sociétés dont Aluko serait l'ayant droit économique.

Actuellement, selon la presse, Kola Aluko aurait quitté la Suisse.

Les immeubles suisses de la famille Khrapunov⁴

Selon des articles de presse, la famille kazakh Khrapunov aurait acheté en 2007 une villa dans la commune genevoise de Cologny pour la somme de 32 millions de francs. Elle posséderait aussi trois appartements de luxe au centre de Genève, dont l'un estimé à 16 millions de francs. De plus, elle contrôlerait d'autres biens immobiliers en Suisse et jusqu'à 24 hôtels, grâce à des participations importantes dans diverses sociétés. L'une de ces sociétés s'appellerait Swiss Development Group (SDG). Actif dans l'immobilier, Ilyas Khrapunov, fils de Leila et Viktor Khrapunov, serait le fondateur de cette société, dont il aurait été l'actionnaire. En 2008, SDG aurait fait l'achat, pour 18 millions de francs, de l'Hôtel du Parc au Mont-Pèlerin, dans le canton de Vaud, pour le transformer en une bonne vingtaine d'appartements de luxe. Aussi active dans d'autres projets immobiliers, SDG serait soupçonnée de blanchiment d'argent. En 2016, les ouvriers auraient quitté provisoirement le chantier du Mont-Pèlerin et une quinzaine d'entreprises aurait saisi la justice pour des factures non honorées totalisant plus de 2,5 millions de francs. Toutefois, les travaux de rénovation devraient se terminer en 2017.

Selon des articles de presse, l'origine des valeurs patrimoniales placées en Suisse par la famille Khrapunov n'est pas claire. Le couple formé par Leila et Viktor Khrapunov aurait autrefois fait partie de l'élite kazakh : lui comme ministre et maire de la grande ville du Kazakhstan, Almaty, elle comme femme d'affaires. En 2007, il aurait rompu avec le régime, puis se serait installé en Suisse. La justice kazakh a lancé un mandat d'arrêt international contre Viktor Khrapunov, l'accusant notamment

de blanchiment d'argent, d'abus de confiance, d'escroquerie et de criminalité organisée. Selon la presse, le couple Khrapunov se serait indûment approprié plus de 70 terrains et bâtiments et aurait réalisé un bénéfice de plus de 250 millions de dollars en les vendant.

En février 2012, le Kazakhstan aurait adressé une demande d'entraide judiciaire à la Suisse, à la suite de quoi, des fonds auraient été gelés dans deux banques genevoises. En 2015, Ilyas Khra-

⁴ Sources : <http://kazworld.info/?p=25770>, <https://www.nzz.ch/schweiz/thomas-borer-im-sold-einer-fremden-macht-1.18465336>, <http://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/Die-Schweiz-beteiligt-sich-an-einer-kasachischen-Justizparodie/story/23077913>, <http://www.rts.ch/info/regions/val-de-romandie/7438100-fiasco-autour-d-un-projet-immobilier-de-luxe-au-mont-pelerin.html>, <http://www.24heures.ch/val-de-romandie/riviera-chablais/renovation-exhotel-residences-luxe/story/22373430>, <http://www.rts.ch/info/regions/geneve/4470714-la-famille-khrapunov-visee-par-une-enquete-pour-blanchiment-a-geneve.html>, <https://www.letemps.ch/suisse/2015/11/13/une-cour-anglaise-ordonne-gel-provisoire-avoirs-ilyas-khrapunov>, http://www.tdg.ch/suisse/Admission-d-un-recours-de-loligarque-Khrapunov/story/19345477?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter, <http://www.24heures.ch/val-de-romandie/Vevey-les-ouvriers-de-retour-aux-Residences-du-Parc/story/14440989> (consulté le 12.10.2017).

punov aurait été condamné par un tribunal britannique pour complicité dans le détournement de quelque cinq milliards de dollars attribué à son beau-père, Mukhtar Ablyazov, multimillionnaire et ancien banquier à succès du Kazakhstan, qui vivrait actuellement dans la clandestinité en Europe occidentale.

Dans une déclaration datant de 2012, la famille Khrapunov a rejeté toutes les accusations, s'estimant victime d'une vengeance du clan du président kazakh Nursultan Nasarbayev.

